Accès à l'information

de ne pas les dévoiler. A bien y réfléchir, je crois que le gouvernement s'est tout à coup trouvé coincé. Il a tant et si bien vanté les mérites de cette nouvelle liberté d'accès à l'information qu'il s'est finalement retrouvé pris entre le marteau et l'enclume par sa propre faute. Le libre accès à l'information, qui était d'abord un argument politique, était bel et bien devenu une possibilité législative.

Qu'a fait le gouvernement? Il a jugé nécessaire de retirer l'article 21 du projet de loi. L'article 21 visait à protéger les documents du cabinet, les tribunaux ayant toutefois le droit de vérifier s'il n'y avait pas d'abus. Le gouvernement a jugé que c'était impossible, que toutes les confidences du Conseil privé de la Reine devaient rester secrètes et que les tribunaux ne devaient pas avoir de droit de regard. Le gouvernement a tellement paniqué qu'il a introduit cet article.

Entre autres choses, il a laissé la porte ouverte à une des premières initiatives que prendra le prochain gouvernement progressiste conservateur. Le chef de l'opposition a dit qu'après les prochaines élections—et je demande aux députés de faire attention—le gouvernement progressiste conservateur commencera par rouvrir complètement le débat sur le problème de l'accès à l'information et qu'il espérera reprendre les dispositions du bill C-15 pour pouvoir réaliser un certain nombre de choses. Nous voulons supprimer l'article 68 et reprendre l'article 21, après y avoir apporté les modifications qui s'imposent, en nous inspirant de l'article pertinent du bill C-15. Nous voulons étudier absolument toutes les exemptions pour voir s'il n'y a pas moyen d'avoir au moins l'équivalent du bill C-15. Nous devons nous rappeler qu'en vertu du bill C-43, il nous faudra peut-être pendant une courte période acquérir une certaine expérience sur laquelle nous appuyer. C'est une mesure prioritaire. Je suis ravi que le chef de l'opposition l'ait dit lors de la rencontre annuelle dans ma circonscription. A d'autres endroits, il a affirmé, tout comme moi, que ce sera une priorité au Canada pour son gouvernement lorsqu'il reprendra le pouvoir. Si le ministre des Communications est toujours des nôtres à ce moment-là, il pourra se prévaloir d'une loi améliorée. A certains égards, la mesure législative était meilleure. Elle différerait par l'étendue des exemptions.

● (1550)

Après avoir dit qu'à l'étape du rapport que le bill C-43 est moins bien conçu que lorsqu'il a été renvoyé au comité, je dois ajouter que tout imparfait qu'il soit, il mérite l'appui de la Chambre. Nous devons inaugurer une ère de transparence du point de vue législatif. Nous en parlons depuis assez longtemps. Le bill est un début, mais non le plus parfait. Je pourrais en dire ce que des femmes disent de leur mari, que sans être la perfection même, il est tolérable. Je crois que c'est ainsi qu'il faut l'envisager.

Deux choses, cependant, ne doivent pas être perdues de vue, monsieur l'Orateur. La première: l'engagement que j'ai pris au nom de mon parti, réitérant celui de notre chef au sujet des modifications qui seront apportées lorsque le gouvernement aura changé et, la deuxième, d'importance, déjà mentionnée

par le ministre, soit la possibilité pour le Parlement de réexaminer la question. Cette loi présente l'avantage exceptionnel de renfermer une disposition statutaire qui prévoit que l'accès à l'information et les questions connexes seront soumis à l'étude du Parlement régulièrement.

Le comité a accepté un amendement visant à renvoyer à un comité parlementaire les rapports annuels des comités. C'est là une excellente chose. Ainsi, le Parlement pourra régulièrement réexaminer la question.

Je suis d'accord avec ce qu'a déclaré le ministre sur les conséquences qu'aura le retard qui a été apporté à la présentation du bill. La première réunion du comité permanent de la justice et des questions juridiques a eu lieu le 3 mars 1981. Trente-quatre réunions ont suivi, après quoi le gouvernement a mis le projet de loi au frigidaire, gagné par la peur que lui avaient communiquée les autres gouvernements qu'il avait consultés. C'était un bill compliqué, mais rien ne pouvait justifier ce retard, si ce n'est un engagement hésitant par moments au sujet du respect de la liberté d'accès à l'information, un engagement quelque peu incertain. Selon nous, étant donné que le Parlement a toujours son mot à dire, l'étude en comité ne paraissait pas urgente puisqu'il serait possible de s'en occuper ultérieurement.

Mais pour dieu sait quelle raison, le Nouveau parti démocratique a décidé de faire du pinaillage, de couper les cheveux en quatre, d'atteindre la perfection. Cela a pris du temps. En soi, ce n'est pas une mauvaise chose; c'est regrettable cependant, car cela a eu des conséquences désastreuses. Ce faisant, ils ont permis à Roy Romanov, à Roy McMurtry, à leurs émules et aux autres niveaux de gouvernement de concocter un plan pour faire «rejeter» le principe de l'accès à l'information à un gouvernement qui n'a pour ce principe et pour celui de la transparence qu'un attachement politique, et non intellectuel. Voilà ce qui est arrivé. Ils ont mobilisé leurs forces, ils ont profité de ce délai pour faire croire qu'il fallait traiter de l'accès à l'information dans un projet de loi universel, sur lequel les 11 gouvernements du Canada s'entendraient. Imaginez-vous! C'était à ne pas en croire ses oreilles, Monsieur l'Orateur. Le premier ministre avait l'habitude de dire que la querelle constitutionnelle opposait Ottawa et les provinces depuis 54 ans sur une formule d'amendement qui n'aboutissait pas. En fait, le débat constitutionnel a duré plus de 115 ans, et ils ne se sont jamais mis d'accord. Qui pouvait croire que les deux niveaux de gouvernement pourraient s'entendre sur un bill universel? L'idée est tombée à l'eau.

J'espère que lorsque nous réexaminerons ce bill, il n'y aura pas tant de retards. Il ne faut pas chercher la perfection dans un projet de loi, surtout lorsqu'il y a danger de perdre quelque chose que nos prédécesseurs, ceux dont a parlé le ministre, ont cherché à réaliser. Il faut éviter les retards néfastes. Je ne fais pas de reproches au Nouveau parti démocratique, mais il faut que tout le monde sache que c'est néanmoins ce qui s'est passé. Je n'arrive pas encore à comprendre pourquoi, puisque le NPD savait tout aussi bien que moi qu'il y aurait une révision parlementaire ultérieurement. Voilà une chose qu'il ne faudrait pas oublier, monsieur l'Orateur.